



Depuis début septembre, 9 appels à la mobilisation ont rassemblé les mêmes revendications : les salaires, l'emploi, l'éducation, la santé, la Sécurité sociale, la paix, contre la vie chère, l'austérité budgétaire de l'État et la répression.

Les 16 et 17 octobre, plus de 800 000 d'entre nous étaient dans la rue. Des travailleurs, des retraités, des chômeurs, des lycéens, des étudiants. Un mouvement d'ensemble, dans l'unité des travailleurs organisés et déterminés.

Le 24 octobre, malgré les interdictions autoritaires de manifester ou l'injonction d'État de manifester sur des parcours volontairement loin de tout, nous étions encore au moins 800 000.

LE 31 OCTOBRE,
NOUS DEVONS FRANCHIR UNE ÉTAPE
SANS ATTENDRE LE 5 NOVEMBRE.

LE PRODUIT DE NOTRE TRAVAIL
EXISTE, MAIS IL NOUS EST EN
GRANDE PARTIE VOLÉ.

LES ULTRA-RICHES ONT

AUGMENTÉ LEUR PATRIMOINE DE
PLUS DE 1 000 MILLIARDS D'EUROS
DEPUIS 2010.



Au 2^e trimestre, 61 milliards d'euros de dividendes ont été versés par les entreprises en France, championne d'Europe en la matière.



TOTAL a généré plus de 11 milliards de dollars de bénéfices au 1^{er} semestre 2026.



Aides publiques aux entreprises : plus de 211 milliards.

Dans le même temps, le gouvernement cherche 54 milliards d'économie pour sa politique d'austérité budgétaire sur le dos des retraités, des familles, des étudiants et de la Sécurité sociale dans ses projets de loi de finances de la Sécurité sociale.

Ce n'est pas une question de moyens. C'est une question de choix. L'argent créé par notre force de travail, pour nos salaires, nos services publics est là, mais il est capté par le capital, les crédits d'impôt et les aides directes aux entreprises.

NOS REVENDICATIONS



SALAIRES POUR POUVOIR VIVRE DÉCEMMENT.

Contre la vie chère. Augmentation générale des salaires.



EMPLOI.

Des embauches partout où les besoins existent. Arrêt des suppressions de postes. De vrais contrats, pas de la précarité.



ÉDUCATION.

Plus de professeurs, rénovation des bâtiments, emplois du temps rationalisés. Fin de la pression sélective de Parcoursup.



SÉCURITÉ SOCIALE ET SANTÉ.

Un financement par la cotisation sociale à la hauteur pour une réponse aux besoins de santé, famille, et retraite. Un service public avec un budget qui lui aussi ait la capacité de répondre aux besoins.



LIBERTÉS.

Fin de la répression policière. Fin des couvre-feux. Abandon de toutes les poursuites contre les manifestants.

LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT EST UN AVEU DE FAIBLESSE.

Des gardes à vue en série, au 14 octobre plus de 1177 majeurs et 6773 mineurs ont fait l'objet de gardes à vue, une centaine d'incarcérations, et maintenant des couvre-feux partout sur le territoire voire des interdictions de manifester comme à Lyon le 24 octobre. Le capital est secoué, l'État veut nous faire peur, ils veulent nous bâillonner. Nous ne tomberons pas dans le panneau. Cette méthode, le gouvernement l'emploie à chaque fois, au service du capital, pour discréditer les mobilisations et empêcher la population de manifester.

Aucune violence, pas même celle de l'État ne nous arrêtera. Le gouvernement et le capital ont un genou à terre, par la puissance et la masse de nos grèves, faisons-leur poser le deuxième.

Occupons nos lieux de travail. Bloquons les moyens de production. **Organisons la convergence des luttes.** Nos lieux de travail doivent devenir des lieux de débat politique et d'organisation des luttes.

LE 31 OCTOBRE,
ON S'ARRÊTE DE TRAVAILLER,
ON DÉBAT, ON S'ORGANISE, ON MANIFESTE
ON LUTTE !!!

GRÈVE dans toutes les entreprises, tous les services, tous les établissements.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES partout pour décider collectivement des suites.

DÉBAT AVEC L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS
SUR LA NÉCESSITÉ DE S'ENGAGER DANS LA
GRÈVE RECONDUCTIBLE DÈS LE 5 NOVEMBRE.

LE MONDE
OU RIEN

